

Département: Ségura s'en prend violemment à Ginésy

La bataille Estrosi - Ciotti s'est transportée hier au conseil départemental. Son président, vivement attaqué, a par ailleurs annoncé une baisse d'impôt et fait voter une motion défendant sa collectivité

Disons-le tout net, cela devient insupportable! Il faudrait que ça cesse, mais ce n'est pas parti pour... La guerre Estrosi - Ciotti, puisqu'il n'y a pas d'autre dénomination possible, a une fois de plus phagocyté les débats de l'assemblée départementale, hier. A la veille de l'élection de leur président fédéral, ce samedi, les élus LR ont de nouveau publiquement réglé leurs comptes, sans retenue.

«Président virtuel»

On avait rarement assisté à une sortie aussi saignante d'un élu contre une figure de son propre parti. Sabre au clair, Joseph Ségura, patron d'Alpes-Maritimes ensemble, le groupe dissident estrosiste au sein de la majorité LR départementale, s'est lancé dans une charge en règle contre Charles-Ange Ginésy, visant par ricochet Eric Ciotti.

«Vous êtes un président virtuel, a-t-il lancé au premier. On attend toujours des priorités nouvelles et des projets ambitieux. Vos orientations budgétaires s'inscrivent dans la continuité de celles de votre prédécesseur (Eric Ciotti, ndlr) qui reste le président réel.»

Joseph Ségura a pilonné sans mollir, jugeant la baisse du taux de la taxe sur le foncier bâti décidée par le Département insuffisante, bien moindre que celle annoncée, la veille, par... la ville de Nice. Il a aussi remis en cause la gestion proclamée vertueuse du Département. «A périmètre constant, si l'on tient compte du transfert de routes à la Métropole, la dette du Département a augmenté de 120 millions d'euros et son en-cours est de 750 euros par habitant», a-t-il tonné, dénonçant «le manque d'ambition et la vision exclusivement comptable, qui se fait au détriment des communes» de



Joseph Ségura a attaqué frontalement Charles-Ange Ginésy, au conseil départemental. (Photos J.-S. G.-A. et C. D.)

Charles-Ange Ginésy et son prédécesseur.

Ginésy invité à... s'inspirer d'Estrosi

Dans son réquisitoire, il a également évoqué la hausse des dépenses de fonctionnement du Service départemental d'incendie, éventée la veille en conseil municipal par Christian Estrosi, ou le rapport sur de possibles légèretés financières du Sictiam de



syndicat satellite du Département en charge du déploiement de la fibre optique.

En conclusion, il a invité Charles-Ange Ginésy à «devenir vraiment président, en s'inspirant de ses prédécesseurs, Jacques Médecin, Charles Ginésy (son père, ndlr) et... Christian Estrosi».

Un peu plus tard, devant les journalistes, ayant sans doute mesuré qu'il était allé un peu loin, le maire de

Saint-Laurent s'est sensiblement radouci. «Le Département a besoin d'un patron, pas de deux», a-t-il alors expliqué, tout en témoignant de «son grand respect pour la personne de Charles-Ange Ginésy».

«Des mots écrits par d'autres...»

Visiblement secoué mais bonne pâte par nature, le «président virtuel» s'est employé à répondre calmement à son dézingueur. En réaffirmant «la baisse du désendettement» de la collectivité et en rappelant ses projets en matière de désengorgement routier et de solidarité humaine notamment, par le biais d'un plan de rénovation et développement des EHPAD. Il a de plus promis de revenir, en détail et à tête reposée, sur un certain nombre d'accusations «qui sont allées très loin».

Eric Ciotti, de son côté, a regretté «un hémicycle pris en

otage». L'ancien boss du Département a stigmatisé des «mots écrits par d'autres», s'étonnant que le maire de Saint-Laurent «critique avec une telle violence ceux dont il saluait hier avec force louanges la politique, avec pour seul souci d'obtenir le compliment de celui qu'il sert désormais».

«Cela ne fait pas honneur à la politique», a-t-il déploré. Le président de la commission des finances est en outre revenu sur la hausse des dépenses du Service départemental d'incendie. Il s'est dit «fier d'avoir augmenté les moyens des pompiers, au regard de l'accroissement de leurs missions», ainsi que «d'avoir diminué leur temps de travail».

«La sécurité a un coût, mais elle n'a pas de prix», a-t-il répété, assurant qu'il procéderait «exactement de la même manière si c'était à refaire».

TEXTES: TH. PRUDHON
tprudhon@nicematin.fr

Baisse de 5 % sur le foncier bâti

A l'ordre du jour de cette séance plénière du conseil départemental, figurait le débat d'orientation budgétaire pour 2019. C'est lui qui a suscité l'attaque cinglante de Joseph Ségura contre Charles-Ange Ginésy. Ce dernier avait auparavant détaillé sa feuille de route, autour de deux axes:

«La poursuite du désendettement du Département, à hauteur de 15 M€ en moins, ce qui fera 100 millions en quatre ans. Et une baisse d'impôt de 5 %, par la restitution de 15 millions d'euros également à l'économie azuréenne, au travers d'une diminution du taux de la taxe sur le foncier bâti, qui passera de 12,42 à 11,8 %.»

Cela, a-t-il défendu, malgré la baisse continue des dotations de l'Etat. «En 2019, nous percevons 41 millions contre 130 en 2013, alors que notre participation au fonds de péréquation montera de dix millions, à 52 millions.»

Investissement préservé

Charles-Ange Ginésy l'a promis, le Département n'en maintiendra pas moins ses investissements à hauteur de 220 millions. Ce petit miracle étant rendu possible par des recettes de droits de mutation à la hausse.



Les principaux investissements iront à la mobilité: 3 millions pour acquérir les terrains nécessaires à la prolongation de la pénitente Cannes-Grasse, deux millions pour la création de nouveaux parkings de covoiturage, un million pour étendre le réseau de pistes cyclables.

«Équité territoriale»

Le plan de modernisation des EHPAD (20 millions sur trois ans) sera poursuivi, avec en parallèle l'ouverture d'une réflexion sur l'accompagnement à domicile et de nouvelles expérimentations de type «EHPAD hors les murs». Détaillant ces orientations budgétaires au titre de président de la commission des finances, Eric Ciotti a insisté sur «la dégrèvement fiscale rendue possible par une politique vertueuse de baisse des dépenses de fonctionnement et de désendettement engagée depuis 2010». Et d'ajouter:

«Le Département est le premier à financer les communes et il a toujours veillé à l'équité territoriale», rappelant malicieusement au passage «des aides de 20 millions et 50 millions versées pour le stade et la ligne 2 du tramway niçois».

Baisse éphémère?

Du côté de l'opposition de gauche, Marie-Louise Gourdon (PS) a pointé un cadeau peut-être très éphémère sur le foncier bâti, puisque «cette taxe pourrait être transférée aux communes en compensation de la taxe d'habitation». Elle a aussi regretté que cette baisse profite indifféremment aux résidents secondaires, pas les plus démunis, «alors que les 15 millions dégagés auraient été plus utiles à améliorer la vie des plus défavorisés». Francis Tujague (PCF) a, lui, fustigé «une orientation très libérale qui ne profite, on le voit à l'échelle du pays, qu'aux riches».

«Mon Département n'est pas à vendre!»

Charles-Ange Ginésy, dans le contexte de forte menace de métropolisation, a tenu à montrer hier qu'il entendait défendre pied à pied la pérennité du Département, «sa pertinence pour préserver les valeurs de solidarité humaine et territoriale».

«Mon Département n'est pas à vendre!», a-t-il martelé, en présentant une motion pour qu'il «continue à jouer pleinement son rôle, sans être l'otage de tractations administratives unilatérales».

Dans le collimateur du président, le désir du gouvernement d'engager des fusions entre certaines grandes métropoles, dont celle de Nice, et des départements. Les élus départementaux ont ainsi adopté une motion qui «s'oppose avec vigueur à la dynamique d'absorption du Département par la Métropole».

«Nous ne voulons pas nous engager sur la voie du Grand-Lyon, qui n'a pas apporté

la preuve de son efficacité», a plaidé Charles-Ange Ginésy, qui appréhende une mise à mort programmée non seulement du Département mais aussi, à terme, des communes. La motion a été approuvée à l'unanimité des votants, élus de gauche compris. Les dix-sept membres d'Alpes-Maritimes ensemble, le groupe estrosiste et métropolitain, ont décidé de ne pas voter. Pour leur leader, Joseph Ségura, cette motion est en effet «prématurée».

«Discutons d'abord, a-t-il dit, mettons-nous autour d'une table, ce qui ne signifie pas signer un chèque en blanc. S'il faut ensuite défendre le Département, nous le défendrons.» Lauriano Azinheirinha, conseiller départemental et par ailleurs directeur des services de la Métropole, a garanti que celle-ci «ne faisait pas disparaître les communes», à rebours de Francis Tujague qui redoute, lui, «une liquidation» des dites communes.

Une motion virulente à l'encontre d'Escota

Une autre motion a été votée, pour inviter Escota à se montrer plus coopérative dans les dossiers impulsés par le Département, à mettre en œuvre une régulation dynamique du trafic entre Cagnes et Saint-Laurent, et à instaurer la gratuité du contournement de Nice comme de la portion désormais limitée à 90 km/h entre Cagnes et S-Laurent.

Charles-Ange Ginésy a dénoncé «la stratégie de gestion des profits du concessionnaire, avec un chiffre d'affaires péage qui a atteint 749 M€ en 2017, la maison mère Vinci ayant reversé 1,346 milliard de dividendes du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017». La motion a été adoptée, à quelques bémols près. Marie-Louise Gourdon a

redouté que la gratuité «n'accroisse le trafic». Jean-Raymond Vinciguerra craint, qu'en cas de gratuité, «le concessionnaire n'assure plus l'entretien du tronçon». Francis Tujague a enfin invité à une «renationalisation», rejoint par Eric Ciotti qui a estimé que «la privatisation [Dominique de Villepin était alors 1^{er} ministre, ndlr] avait été un scandale».